

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Comment l'Union européenne favorise-t-elle une intégration plus étroite des économies des pays membres ?

DOCUMENT 1

L'Union européenne a mis en place à compter de janvier 2012 une nouvelle procédure de surveillance des déséquilibres macroéconomiques afin de compléter la seule surveillance budgétaire qui s'est révélée insuffisante. [...]

Cette procédure repose sur une lecture économique d'un tableau de bord d'une dizaine d'indicateurs (endettement public et privé, évolution du marché de l'immobilier [...], parts de marchés à l'exportation, évolutions des prix, etc.).

Pour les États membres dont les indicateurs dépassent des seuils d'alerte, la Commission procède à un bilan approfondi de leur situation macroéconomique. Si cette analyse révèle des déséquilibres considérés comme « excessifs », la Commission propose au Conseil de placer l'État membre dans le volet correctif de la procédure (avec obligation d'adopter un plan de mesures correctives assorti d'un calendrier, de la présentation de rapports d'avancement et de missions de surveillance sur place). Si les déséquilibres ne sont pas considérés comme « excessifs », la Commission intègre ses recommandations [aux États membres].

En cas de déséquilibres macroéconomiques considérés comme « excessifs », le non-respect caractérisé des recommandations du Conseil entraîne des sanctions financières (0,1 % du PIB).

Source : Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne.

DOCUMENT 2

Évolution des dettes publiques et des soldes publics pour quelques pays de l'Union européenne, en % du PIB

Pays	1995		2000		2005		2008		2012		2016	
	Dettes Publiques	Solde Public										
Allemagne	54,8	-9,4	58,9	0,9	67,0	-3,4	65,1	-0,2	79,8	0,0	68,1	0,8
France	55,8	-5,1	58,6	-1,3	67,1	-3,2	68	-3,2	89,6	-4,8	96,5	-3,4
Italie	116,9	-7,3	105,1	-1,3	101,9	-4,2	102,4	-2,7	123,4	-2,9	132,0	-2,5
Pologne*	47,6	-4,2	36,5	-3,0	46,4	-4,0	46,3	-3,6	53,7	-3,7	54,1	-2,5

Source : d'après Eurostat, 2017.

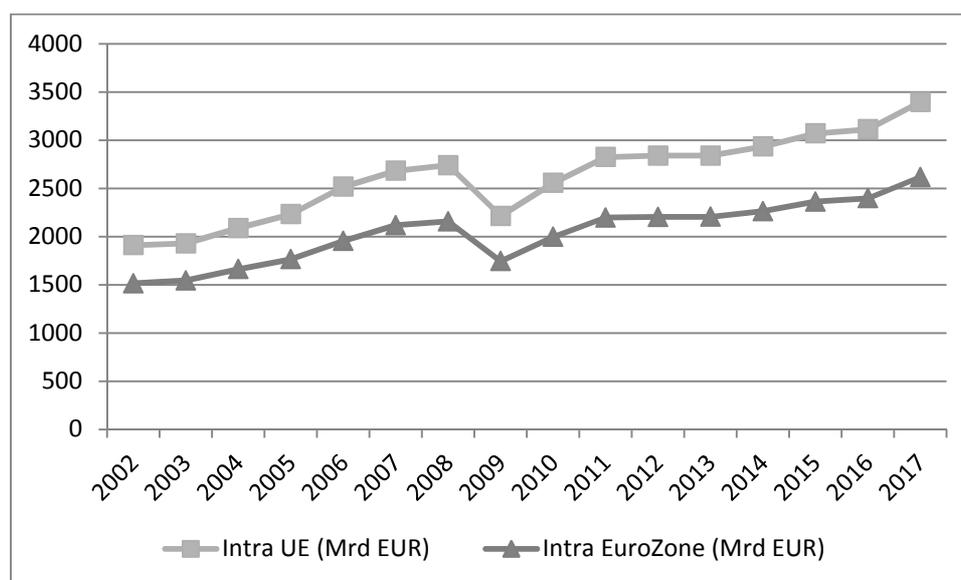
* La Pologne n'est pas membre de la Zone euro.

Note : le solde public correspond à la différence entre les recettes et les dépenses publiques.

Lecture : En 2000, la dette publique brute de la France se montait à 58,6 % de son PIB et le solde public présentait un déficit de 1,3 % de son PIB.

DOCUMENT 3

Commerce interne de l'Union européenne et interne de la zone euro, 2002-2015, en milliards d'euros constants (prix 2010)

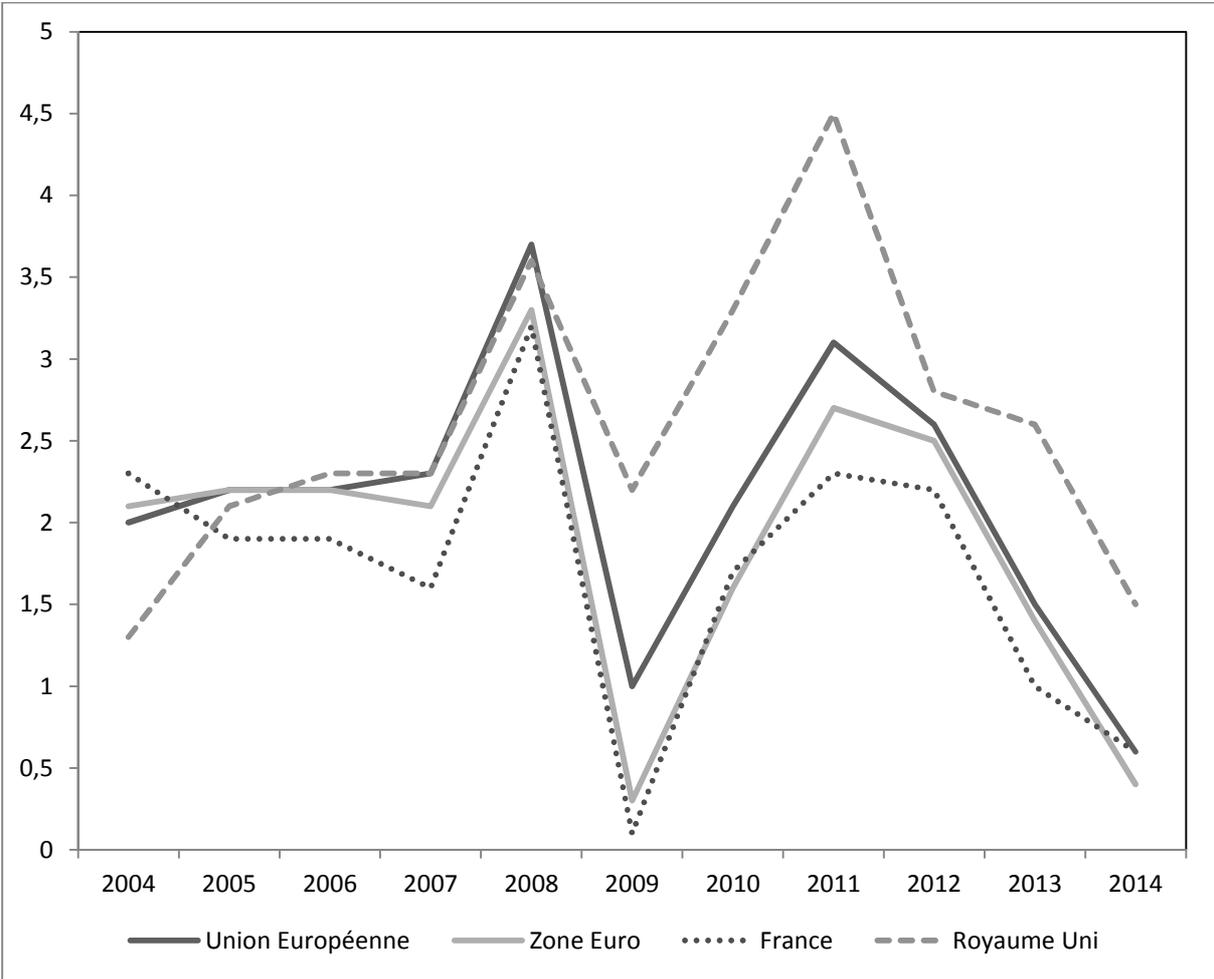


Source : d'après AMECO, 2017.

Note : Le commerce interne de l'Union européenne couvre les échanges de marchandises entre les pays membres.

DOCUMENT 4

Taux d'inflation annuel moyen, 2004 - 2016, en %



Source : d'après Eurostat, 2015.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

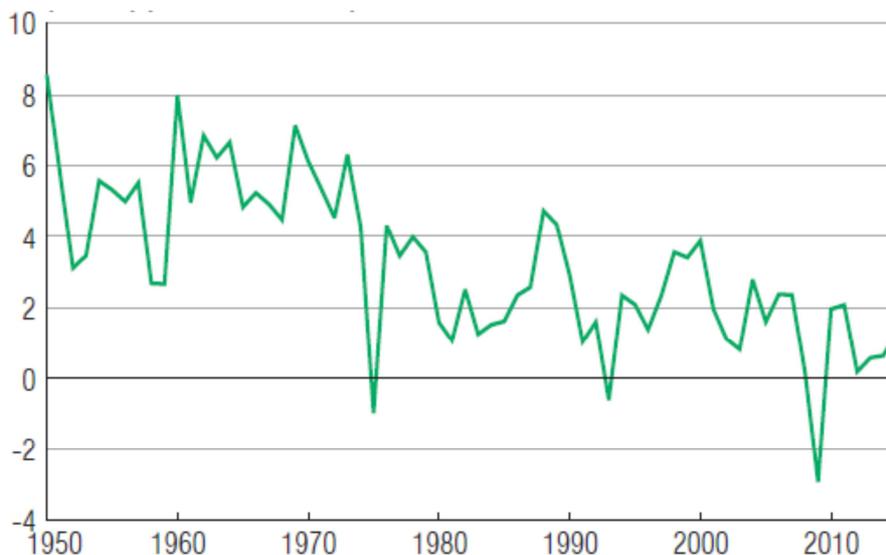
Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Vous présenterez deux avantages du commerce international pour les consommateurs. (3 points)
2. Montrez à l'aide d'un exemple que la solidarité mécanique n'a pas disparu dans les sociétés contemporaines. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Après avoir présenté le document, vous caractériserez l'évolution du PIB en France entre 1950 et 2015.

**Évolution du PIB en France de 1950 à 2015
par rapport à l'année précédente en volume en %**



Source : Tableaux de l'économie française, INSEE, 2017.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la protection sociale contribue à la justice sociale.

DOCUMENT 1

**Composition du revenu disponible des ménages
selon le niveau de vie* en 2013 (en %)**

	Tranches de niveau de vie		Ensemble
	D1	D10	
Revenus d'activité	42,5	77,6	73,2
Pensions et retraites	16,1	23,7	27,5
Revenus du patrimoine	3,5	25,9	10,9
Prestations sociales dont	45,1	0,6	5,6
Prestations familiales	12,5	0,4	2,4
Prestations logement	15,7	0	1,5
Minima sociaux	16,9	0,2	1,6
Impôts directs	- 7,8	- 27,9	- 17,4
Ensemble	100	100	100
Revenu disponible annuel moyen (en euros)	12 620	86 940	35 950

Champ : France métropolitaine, ensemble des ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : d'après *Les revenus et le patrimoine des ménages*, INSEE, 2016.

* Le niveau de vie correspond au revenu disponible du ménage en tenant compte de sa taille.

Lecture : En 2013, les revenus d'activité représentent en moyenne 77,6 % du revenu disponible des 10 % des ménages dont le niveau de vie est le plus élevé.

DOCUMENT 2

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2015 module le montant des allocations familiales en fonction des ressources des familles. Proposée par les députés en remplacement d'autres mesures réduisant les dépenses de la branche famille, cette modulation met fin à l'uniformité des allocations familiales : à nombre d'enfants égal, les familles ne perçoivent plus le même montant selon leur revenu. Pour les familles avec deux enfants à charge, les allocations familiales sont désormais réduites de moitié quand les ressources annuelles dépassent 67 140 euros (soit 5 595 euros par mois) et divisées par quatre au-delà de 89 490 euros (soit 7 458 euros par mois).

Au-delà de son aspect symbolique en termes d'évolution du système social, cette mesure est aussi, parmi les mesures portant sur les prestations, celle qui a eu l'effet le plus massif sur les ménages en 2015. En effet, considérée en année pleine, elle diminue le revenu disponible total des ménages de 800 millions d'euros, soit une perte annuelle moyenne de 1 370 euros pour les 590 000 ménages concernés. Les ménages affectés sont essentiellement les 20 % les plus aisés : du fait de cette mesure, le niveau de vie annuel des ménages du neuvième décile baisse en moyenne de 71 euros et celui du dixième décile de 147 euros. Cela explique la contribution majeure de cette mesure à la réduction des inégalités opérée en 2015.

Source : *France portrait social*, INSEE, 2016.

DOCUMENT 3

Structure des prestations par risque social en 2015 (en %)

Risque social	Structure
Maladie	28,5
Invalidité	5,4
Accidents du travail - Maladies professionnelles	1,0
Vieillesse-survie	45,6
Famille	7,7
Emploi	6,2
Logement	2,6
Pauvreté - exclusion sociale	3,0
Total	100

Source : d'après *La protection sociale en France et en Europe en 2015*, DREES, 2017.